

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 12 SEPTEMBRE 1928

Rapport de la Commission des Travaux publics et des Affaires Économiques, chargée de l'examen du Projet de Loi sur la garantie de bonne fin du crédit à l'outillage artisanal.

(Voir le n° 61 du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président ; DE COCK DE RAMEYEN, le baron DE DORLODOT, DUPRET, LALEMAND, MARTENS, POLET, le vicomte Georges VILAIN XIII et le baron GILLÈS DE PELICHY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Périodiquement des théoriciens ont annoncé la disparition prochaine de la petite industrie et de l'atelier artisanal.

Les faits ont démenti leurs prévisions. Des enquêtes récentes faites tant en Europe qu'en Amérique (1) démontrent que loin de se raréfier, la petite industrie se maintient et tend, même dans certains cas, à se développer dans les deux continents.

La civilisation contemporaine fait éclore, à chaque instant, des métiers nouveaux qui, par les conditions où ils s'exercent, se prêtent peu à la production concentrée (2). Et, d'autre part, n'assistons-nous pas, de nos jours, au retour de certaines industries concentrées à l'état de dispersion et de morcellement?

La distribution de plus en plus généralisée de la force motrice électrique favorise, du reste, à l'atelier, la facilité et la rapidité dans l'exécution du travail.

Elle permet aussi une production à meilleur compte.

C'est ainsi que, dans nombre de localités, les hommes de métier font un usage, d'abord discret, et ensuite de plus en plus fréquent, de la machine. Celle-ci permet en outre, dans certains métiers, à l'artisan « de porter davantage ses efforts vers une exécution parfaite de la partie artistique de son métier, au lieu de devoir dépenser la majeure partie de ses forces à faire mouvoir ses machines » (1).

Cette transformation de l'outillage artisanal, devenue non seulement utile à l'homme de métier, mais aussi nécessaire pour produire à bon compte au profit de nos concitoyens et pour soutenir victorieusement la concurrence contre l'envahissement des produits étrangers, est malheureusement fort lourde à supporter par les modestes ressources des petits industriels. Ce n'est donc point sans raison que leurs associations, puis le Conseil supérieur des Métiers et Négoces et enfin le Gouvernement insistent en faveur de l'octroi d'un crédit destiné à

(1) *Bulletin de l'Institut International des Classes moyennes*. Octobre 1926, p. 144.

(2) LEROY-BEAULIEU. *Traité d'économie politique*, p. 469-474.

(1) Rapport de M. Marchal au IV^e Congrès International des Classes moyennes. Paris, 1926, p. 98.

leur faciliter cette tâche véritablement patriotique.

Nous ne pouvons, en effet, perdre de vue l'importance du travail artisanal dans l'ensemble de la production nationale.

Les métiers d'art ne méritent-ils pas, dans ce domaine, une mention toute spéciale?

« Non seulement ils alimentent le marché *intérieur* d'articles de choix, mais leur production se recommande particulièrement au point de vue de l'*exportation*, car un maximum de travail qualifié, donc aussi de salaires, s'y trouve incorporé sous un minimum de volume (1). » En outre, nul ne niera que « dans la mesure où leur originalité s'affirme, ils constituent des éléments de publicité à l'étranger pour le pays lui-même » (2).

Le Ministre des classes moyennes nous affirme, dans son Exposé des Motifs, que « pouvoir emprunter à moyen terme, dans des conditions qui rendent possible un amortissement soustrait aux fluctuations de l'escompte, répond *au plus pressant* des besoins du petit crédit dans les classes moyennes ».

Votre Commission partage ce sentiment et se réjouit d'apprendre qu'à la demande de M. Moyersoen, alors Ministre des Affaires Economiques, la Caisse générale d'Epargne et de Retraite prêterait largement son concours à cette œuvre *économique, sociale, et véritablement nationale*.

[De son côté l'Etat garantira, jusqu'à concurrence de 15 millions de francs, à la Caisse d'Epargne et de Retraite, la bonne fin des promesses qui réuniront les conditions suivantes :

1° Avoir pour cause une *transformation de l'outillage* ;

2° Être souscrites par des *artisans ou petits industriels* à l'ordre de sociétés

(1) Le problème des Classes moyennes par Dufourmantelle, Magaldi et Lambrechts. Publications de l'Institut International des Classes moyennes. Paris 1927, p. 21.

(2) Même source.

commerciales locales, ayant pour objet la caution mutuelle;

3° Avoir été endossées par une Fédération régionale ou professionnelle de coopératives formée par les dites sociétés commerciales locales et agréée à ces fins par arrêté royal (1).

Voici, dans ses grandes lignes, le processus suivant lequel s'effectueront, à l'avenir, les prêts à l'outillage.

Pour obtenir le crédit nécessaire à l'amélioration de son outillage, l'artisan :

a) Devra avoir souscrit une part de responsabilité dans les engagements de la société de caution mutuelle locale (2).

Il introduira auprès d'elle sa demande en intervention financière, en spécifiant le montant et tous les éléments d'appréciation quant à la solvabilité ;

b) Il lui demandera l'aval des traites acceptées pour un montant pouvant au maximum atteindre les quatre cinquièmes de la valeur de l'outillage ;

c) Avant de statuer sur cette requête, la société locale se fera remettre l'avis du *service technique* de l'Office des classes moyennes sur l'opportunité de la transformation de l'outillage de cette entreprise, la valeur et la qualité des machines à acquérir ;

d) Cette société locale fixera, dans chaque cas, le montant et les modalités du crédit accordé. Ce crédit ne pourra dépasser les quatre cinquièmes de la valeur d'achat admise par le service technique, ni être consenti pour une durée dépassant cinq années ;

e) La société locale se fera remettre pour le montant du crédit accordé des promesses souscrites à son ordre, aux échéances consenties.

Elle paiera le vendeur d'outillage avec subrogation aux droits et privilèges définis par la loi du 16 décembre 1851.

(1) Article 1^{er} du projet (nouvelle rédaction) proposé par la Commission.

(2) Ceci dans les limites et avec les modalités déterminées par le règlement édicté par la Fédération régionale ou professionnelle de coopératives.

Elle recourra éventuellement aux garanties établies par la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle;

f) La société locale conservera dans son portefeuille les promesses susdites, dans la mesure de ses disponibilités. Pour le surplus, elle s'adressera à l'une des fédérations régionales ou professionnelles définies à l'article 1^{er} du projet, aux fins de réescompte ;

g) La Fédération de coopératives jugera des garanties que présente cette société locale dont elle inspectera la comptabilité;

h) La Fédération appréciera le montant des avances qu'elle peut accorder à la société locale, dont elle inspectera la comptabilité et dans ces limites prendra à son compte les promesses offertes;

i) La Fédération conservera dans son portefeuille les promesses susdites dans la mesure de ses disponibilités. Pour le surplus, elle les offrira au réescompte à la Caisse d'Epargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat ;

j) L'Etat couvrira d'une garantie de bonne fin l'escompte de ces effets par la Caisse d'Epargne.

Quatre questions importantes ont été soulevées par votre Commission au cours de l'examen du projet de loi qui nous est soumis :

1^o Celle de l'utilité ou de la non utilité d'un organisme central;

2^o Celle du contrôle;

3^o Celle des garanties;

4^o Celle de l'opportunité ou de la non opportunité d'étendre aux installations *nouvelles* les bienfaits du crédit à l'outillage.

1. UTILITÉ OU NON UTILITÉ D'UN ORGANISME CENTRAL.

L'opportunité d'une *coopérative centrale* fut mise en doute par la direction de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, lors des négociations qui eurent

lieu entre celle-ci et le Gouvernement.

« Ne pas la créer serait, disait-elle, à la fois faire l'économie d'une charge budgétaire complémentaire et rendre la réalisation des opérations plus simple, plus rapide et moins coûteuse (1). »

Tenant compte des raisons fort sérieuses invoquées par le Gouvernement en faveur du maintien d'*organismes centraux* préconisés déjà, avant la guerre, par la Commission nationale (2), puis, en 1925, par le Conseil supérieur des Métiers et Négoces (3), en 1926 par les délégués des Syndicats d'outillage réunis à l'initiative de l'Office des Métiers et Négoces (4) et en 1928 dans une autre réunion des délégués des Syndicats d'outillage (5), *votre Commission*, vu la gestion souvent négligente de nombre de syndicats d'outillage, depuis des années, vu la nécessité de créer un service coûteux et difficile d'inspection à l'Administration centrale, pour le cas où les organismes libres mais contrôlés qui nous sont proposés seraient éliminés, vu enfin les *avantages* ci-dessous énumérés qu'une certaine centralisation peut et doit procurer :

a) Contrôle des organismes locaux;

b) Constitution d'un lien solide de solidarité entre les sociétés coopératives de prêt au petit outillage;

c) Uniformisation, intensification des moyens de propagande et réduction des frais que cette propagande nécessite;

d) Achat en commun de machines, d'outils (la multiplicité des opérations permettrait d'obtenir des fabricants et des revendeurs, à des conditions spécialement avantageuses, un matériel de tout premier choix) ;

e) Aide souhaitable à l'action bien-faisante du service technique de l'Office des Classes moyennes;

(1) Lettre du 20 janvier 1927, adressée au Ministre de l'Agriculture, voir aux annexes.

(2) Arrêté royal du 10 avril 1902, voir travaux de la III^e section.

(3) Séance du 23 juillet 1925.

(4) Séance du 12 juillet 1926.

(5) Séance du 1^{er} mars 1928.

f) Possibilité de la formation d'une réserve spéciale par prélèvement d'un minime pourcentage sur les opérations faites, réserve qui constituerait une garantie au cas peu probable, mais pourtant possible, où un mécompte se produirait dans la solvabilité de l'un ou de l'autre organisme financier précédemment envisagé;

Admet, en la matière, le *principe* d'une certaine centralisation, à condition, toutefois, que celle-ci puisse, conformément aux mœurs et coutumes de notre pays, s'exercer sous forme de *Fédérations* régionales ou professionnelles de *coopératives*.

Bien plus et mieux qu'un vaste organisme national, les groupements *régionaux* répondent aux besoins des classes moyennes et, dans bien des cas, les coopératives formées entre groupements *d'un même métier* semblent devoir être la solution de *l'avenir*.

Afin que le texte du projet de loi réponde clairement à ses intentions et à celles du Gouvernement, votre Commission a l'honneur de vous proposer, par voie d'amendement, de rédiger l'article 1^{er} du projet de loi de la façon suivante :

« L'Etat garantit à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite la bonne fin des promesses réunissant les conditions suivantes :

» 1^o Avoir pour cause une transformation de l'outillage;

» 2^o Être souscrites par des artisans ou petits industriels à l'ordre de sociétés commerciales locales ayant pour objet la caution mutuelle;

» 3^o Avoir été endossées par une Fédération régionale ou professionnelle de coopératives formée par les dites sociétés commerciales locales et agréée à ces fins par arrêté royal. »

2. LE CONTRÔLE.

Il résulte de la correspondance échangée en 1925 et 1927 entre le Gouvernement et la Direction de la Caisse générale

d'Epargne et de Retraite que le double contrôle technique et financier des opérations prévues par le projet de loi sera assuré comme suit :

A. — *Contrôle technique.* — Tenant compte de l'inexpérience de nombre des intéressés et du danger des achats intempestifs que peuvent provoquer, chez certains artisans, de trop pressantes sollicitations commerciales, les sociétés de crédit s'obligeront à confier aux services de l'Office des Classes moyennes le contrôle *technique* préalable de l'outillage à acheter (1). « Ce service présuppose une indépendance sanctionnée à l'égard de constructeurs concurrents, une suite dans les études et expériences, une spécialisation dans le travail que seuls peuvent présenter des fonctionnaires de carrière, documentés par l'expérience de tous les intéressés » (2).

Les fédérations de coopératives agréées sont autorisées à prescrire la procédure à suivre en vue d'assurer le contrôle des opérations des sociétés associées.

Ce faisant, elles s'inspireront des principes suivants :

a) Avant de statuer sur une demande, toute société locale se fera remettre l'avis du service technique de l'Office des Classes moyennes sur l'opportunité de la transformation de l'outillage de l'entreprise;

b) L'intéressé devra avoir souscrit une part de responsabilité dans les engagements de la société locale, cela dans les limites et avec les modalités à déterminer par un règlement édicté par la dite société coopérative centrale;

c) Le montant du crédit accordé, soit en espèces, soit en nature, sera fixé dans chaque cas par la société locale, mais ne pourra dépasser les quatre cinquièmes du prix d'achat admis par le service technique de l'Office des Classes moyennes;

(1) Réponse du 14 avril 1925 du Gouvernement à une missive de la Direction de la Caisse d'Epargne, voir aux annexes.

(2) Réponse du Gouvernement à une question posée par votre Commission.

d) La durée de crédit n'excédera pas cinq années;

e) La société locale est tenue de se faire subroger par le vendeur aux droits et privilèges définis par la loi du 16 décembre 1851. Elle recourt éventuellement aux garanties établies par la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle.

B. — *Contrôle financier.* — Ce contrôle sera, dans la pensée du Gouvernement et de votre Commission, la *mission propre* des Fédérations de coopératives agréées. Celles-ci l'exerceront sur les sociétés *locales* dont elles endosseront le papier. Elles seront autorisées à prescrire la procédure à suivre en vue d'assurer cette surveillance.

De son côté l'Etat ne pourra se désintéresser du contrôle *financier* et ce sera le rôle du Commissaire du Gouvernement dont l'article 3 du projet prévoit la nomination. Ce fonctionnaire surveillera les opérations et adressera annuellement un rapport au Ministre des Finances.

3. LES GARANTIES.

Le véritable crédit artisanal est à base personnelle.

Les sociétés locales et les Fédérations dispensatrices et organisatrices du crédit sont des *coopératives*. La *caution mutuelle* figure à la base du système. Depuis de longues années et sous des formes diverses cette garantie a fait ses preuves chez nous et dans de nombreux pays.

Le principe de la caution mutuelle peut recevoir des limites conventionnelles; c'est ainsi qu'à la doctrine pure de Raiffeisen, « Chacun solidairement responsable de la totalité des engagements sociaux », on substitue dans le monde rural un système mitigé, notamment en limitant le montant du total des engagements sociaux, le montant de chaque prêt, etc.

Il appartiendra aux associations *locales* à fixer statutairement la limite de la responsabilité encourue par le fait de l'emprunt.

A la Conférence des délégués des Syndicats d'outillage, le système des Unions de Crédit a été préconisé : à savoir une caution dégressive, s'éteignant avec les remboursements. (Exemple : Emprunt 10,000 francs = responsabilité solidaire de 10,000 francs du départ; réduite à 7,500 francs la deuxième année, etc.).

Le montant du réescompte accordé à une coopérative locale par les coopératives fédératives sera naturellement en fonction du capital-actions plus le montant des cautions.

Les garanties complémentaires individuelles (dépôt de titres, inscription d'un privilège, etc.) n'intéressent que la société locale.

Le risque inhérent à ces opérations de crédit aura de plus pour contrepartie une série de garanties conjuguées comme suit : « La Caisse d'Epargne sera l'unique créancière des Sociétés d'outillage; celles-ci auront dans leur actif le gage prévu par la loi du 25 octobre 1919 sous le nom « gage du fonds de commerce », à moins que le Gouvernement ne crée : soit un système d'*hypothèque mobilière* (projet qui semble abandonné), soit un système de « privilège » prenant rang après le privilège du bailleur, à inscrire au Greffe du tribunal du commerce au lieu du bureau du conservateur des hypothèques, réforme de la loi de 1851 *suivant le type du privilège agricole* accordé pour le crédit.

Votre Commission estime qu'il est indispensable, à peine de priver la présente loi de tout effet utile, que le Gouvernement dépose dans ce sens et *sans tarder* un projet de loi complémentaire.

D'un autre côté l'artisan emprunteur et les prêteurs seront protégés efficacement contre les dangers d'une entreprise conçue hâtivement et non rendable par les avis *préalables* exigés tant sur la

portée technique que sur la portée commerciale de la transformation de l'outillage envisagée.

L'opportunité, les modalités d'achat, les qualités intrinsèques de l'outillage seront donc examinées par les ingénieurs attachés au service technique de l'Office des Classes moyennes. La participation de l'intéressé dans une quote part (1/5) de la dépense et la surveillance des coopératives locales ne seront point non plus des garanties à dédaigner.

L'action éducative des groupements d'artisans et celle non moins efficace de l'Office des Classes moyennes ne peuvent pas davantage être passées sous silence.

Il semble donc que la garantie de bonne fin du papier artisanal réescompté à la Caisse d'Epargne est *nominale* seulement et qu'elle n'entraînera aucune charge nouvelle pour le Trésor public.

4. OPPORTUNITÉ OU NON OPPORTUNITÉ D'ÉTENDRE AUX INSTALLATIONS NOUVELLES LE BIENFAIT DU CRÉDIT À L'OUTILLAGE.

A première vue, il paraîtra peut-être opportun à bon nombre d'entre nous d'accorder largement, et pour ainsi dire sans conditions, des facilités de crédit à tous les aspirants à l'artisanat.

Mais, si en ces matières tout particulièrement délicates, nous nous laissons moins guider par les impulsions de nos sentiments généreux que par les froides mais très sages raisons dictées par l'expérience, nous serons forcément plus circonspects.

Les essais tentés dans d'autres pays et notamment les prêts consentis par l'Etat français aux coopératives de production nous inciteront à la prudence.

Si de plus nous consultons les économistes et plus particulièrement les spécialistes du prêt à l'outillage, ils nous répondront que le prêt au *premier* établissement ou commandite est à ranger parmi les opérations bancaires *les plus aléatoires*, surtout s'il s'agit de

l'équipement mécanique, où le placement et le transport entrent pour une partie notable dans la dépense et où la dépréciation de « *matériel d'occasion* » est considérable.

Nos syndicats d'outillage, depuis vingt-cinq années, ne se sont pas départis de la règle en discussion et l'intervention actuelle de l'Etat est subordonnée à l'examen de la situation commerciale *acquise*. Le service compétent peut citer bien des cas où une petite affaire, viable dans sa forme existante, a périclité par suite de l'exagération d'un équipement nouveau.

Le montant de 15 millions a été calculé d'après le rythme des transformations artisanales dans le passé.

Pour prêter à tous les solliciteurs qui veulent s'établir, il faudrait des capitaux dont le montant ne saurait être précisé, mais qui dépasserait certainement 50 millions. La Société nationale de Crédit à l'Industrie serait peut-être compétente pour examiner les propositions de l'espèce là où elles présenteraient un réel intérêt.

Mais tant au point de vue économique national qu'au point de vue spécifique des classes moyennes, il importe de n'agir ici qu'avec prudence et réserve.

Ne s'est-on pas déjà demandé si la crise qui sévit actuellement dans certains métiers ne provient pas d'une surabondance de petits patrons; aux Pays-Bas, une commission officielle s'occupe de dresser le rapport entre le nombre des boutiquiers et la consommation moyenne.

Nos bouchers et nos boulangers n'ont-ils pas en certaines localités l'impression qu'ils sont en surnombre et le public n'y voit-il pas parfois, à tort ou à raison, l'une des causes de la cherté de la vie ?

Pour nombre de métiers il est incontestable aussi que c'est affaiblir leur capacité de concurrence vis-à-vis de la grande entreprise que de multiplier de manière factice le nombre des petites unités. Il faut un ensemble de qualités

pour s'établir patron. L'emprunt du capital de premier établissement n'est pas une opération à conseiller d'une manière générale.

Ici, comme en toute matière économique et sociale, il importe d'agir par étape avec modération et circonspection.

Votre Commission a cru pouvoir donner, dans ces conditions, son adhésion

unanime au projet de loi qui vous est soumis et elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Président,
Bon RUZETTE.

Le Rapporteur,
Bon GILLÈS DE PELICHY.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Rédiger comme suit cet article :

« L'État garantit à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite la bonne fin des promesses réunissant les conditions suivantes :

» 1° Avoir pour cause une *transformation* de l'outillage ;

» 2° Être souscrites par des *artisans ou petits industriels* à l'ordre de sociétés commerciales locales ayant pour objet la caution mutuelle ;

» 3° Avoir été endossées par une *Fédération régionale ou professionnelle de coopératives*, formée par les dites sociétés commerciales locales et agréée à ces fins par arrêté royal. »

ART. 2.

Remplacer l'alinéa 2 par le texte suivant :

« Les conditions d'admissibilité des sociétés *commerciales locales* au rées-compte ainsi que la procédure à suivre seront déterminées par un arrêté royal. »

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

« De Staat waarborgt aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas het goede verloop van de promessen die de volgende voorwaarden vervullen :

» 1° Die ten doel hebben eene *hervorming* der uitrusting ;

» 2° Die onderschreven worden door *ambachtslieden of kleine nijveraars* aan order van de plaatselijke handelsmaatschappijen voor onderlinge borgstelling ;

» 3° Die geëndosseerd werden door een *gewestelijk- of beroepsverbond van samenwerkende maatschappijen*, welk werd gevormd door bedoelde plaatselijke handelsmaatschappijen en hiertoe bij Koninklijk besluit aangenomen. »

ART. 2.

Het tweede lid te vervangen door den volgende tekst :

« De voorwaarden van aanvaarding der *plaatselijke handelsmaatschappijen* tot de herdisconteering, alsook de te volgen procedure worden bij Koninklijk besluit vastgesteld. »

ANNEXES

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
Office des Métiers et Négoces

Bruxelles, le 14 avril 1925.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire savoir si, de l'avis du Conseil d'administration de votre Institut, mon administration pourrait compter sur son concours pour l'organisation du crédit à la modernisation de l'outillage artisanal

Vous n'ignorez pas que les métiers occupent une part importante dans le travail national, que leurs produits incorporent un maximum de main-d'œuvre qualifiée sous un minimum de volume, ce qui, joint à la valeur artistique de la petite industrie, les désigne tout particulièrement aux échanges internationaux.

La modernisation de l'outillage est de nature à intensifier la production des artisans, et, pour la consommation intérieure, tendra à abaisser le prix de revient. L'obstacle à cette modernisation se trouve dans le domaine financier : le coût élevé des machines qu'il faut acquérir, les ressources trop modestes des artisans.

Telles sont les raisons qui me portent à prêter une aide efficace à l'élite artisanale, en usant de méthodes parallèles à celles qui furent agréées par le Parlement et par votre Institut pour améliorer le logement des classes ouvrières.

Dans ma conception, l'organisation de ce crédit serait calquée sur celui accordé par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite aux sociétés d'habitations ouvrières.

Chaque société aurait donc une existence autonome, un capital qui servirait de garantie à la caisse. Elle s'interdirait statutairement toute opération autre que celles dérivant directement d'une mission, ainsi définie : avancer à l'artisan une partie de la somme nécessaire à l'acquisition d'un outillage et reconstituer cette avance au moyen de remboursements échelonnés sur une période de cinq années au maximum.

Les sociétés prendraient l'engagement formel de ne contracter aucun emprunt auprès d'une autre institution de crédit, même pour l'objet spécial du prêt à l'outillage. Vous examinerez cependant s'il ne convient pas de prévoir une certaine participation d'artisans ou de particuliers bienveillants, par exemple sous forme d'émission d'obligations à cinq années d'échéance au plus.

Tenant compte de l'inexpérience des intéressés et dans la crainte que des sollicitations commerciales n'entraînent occasionnellement certains artisans à des achats intempestifs, les sociétés s'obligeraient à confier à mes services un contrôle technique préalable de l'outillage à acheter.

Le risque inhérent aux opérations de l'espèce aurait donc pour contrepartie une série de garanties conjuguées comme suit :

La Caisse d'Epargne serait l'unique créancière des sociétés d'outillage, celles-ci auraient dans leur actif l'hypothèque mobilière organisée par la loi du 25 octobre 1919 sous le nom de « gage du fonds de commerce » et supplémentairement le privilège du vendeur de machines prévu à l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851. L'artisan, de son côté, serait protégé par les conseils préalables du service technique de l'Office des Métiers et Négoces.

Le bon fonctionnement de ce système de garanties serait assuré par l'intervention du service technique déjà actuellement pratiquée en ce qui concerne l'opportunité et les modalités de l'achat de machines et par la participation de l'intéressé dans une quote-part (le cinquième par exemple) de la dépense ; enfin, par le contrôle exercé sur les sociétés d'outillage qui seraient agréées individuellement.

Agréez, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre des Affaires économiques,
R. MOYERSON.

*A Monsieur le Directeur général
de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite,
à Bruxelles.*

(11)
Bruxelles, le 2 mai 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 14 avril dernier (cotée : Office des Métiers et Négoces, 3^e section, n° 241) et de vous faire savoir que j'en ai donné connaissance au Conseil d'administration.

En principe le Conseil est favorable à l'intervention financière de la Caisse d'Epargne en faveur du crédit au petit outillage, mais selon les modalités qui ne constitueraient pas une charge de gestion trop lourde pour l'Institution.

A cet égard, il semble que l'œuvre dont vous poursuivez la réalisation pourrait être organisée sous forme d'escompte d'effets plutôt que sous forme d'avances comme en matière d'habitations ouvrières.

Ce dernier système présente, au point de vue de la Caisse d'Epargne, l'inconvénient d'exiger d'elle la surveillance et le contrôle financier des sociétés de crédit à créer, ce qui constituerait un service lourd et compliqué, par suite du grand nombre de ces groupements locaux.

Votre Département est en mesure d'exercer le contrôle de l'opportunité et des modalités de l'achat de machines. Cette intervention ne pourrait-elle être quelque peu étendue et devenir un contrôle complet, tant technique que financier, des organismes locaux ? S'il en était ainsi et si, d'autre part, l'Etat consentait à garantir, vis-à-vis de la Caisse d'Epargne, la bonne fin de ces opérations de crédit, le système suivant pourrait, semble-t-il, être adopté.

A la base de l'organisation se trouveraient des sociétés coopératives locales de prêts au petit outillage, comprenant des hommes d'œuvre et les artisans qui désireraient recourir à ce mode de crédit. C'est l'Etat qui autoriserait la création de ces sociétés locales, conformément au règlement qu'il aurait établi à cet effet. C'est son service de contrôle qui autoriserait les opérations présentées.

Le crédit lui-même serait réalisé par l'escompte de promesses souscrites à l'ordre des sociétés coopératives par ceux de leurs membres qui feraient l'acquisition d'un nouvel outillage.

Lorsqu'une société désirerait mobiliser ses créances, elle s'adresserait à la Caisse d'Epargne en lui transmettant les effets à escompter, endossés par elle et accompagnés des documents d'autorisation émanant du service technique de l'Etat.

Cette organisation, qui paraît très simple, repose sur la garantie de bonne fin dont l'Etat couvrirait l'escompte des effets par la Caisse d'Epargne. Cette garantie, donnant le maximum de sécurité, permettrait de réaliser les opérations au taux d'intérêt le plus favorable pour les artisans.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments de très haute considération.

Le Directeur général,
E. DEROOVER.

Monsieur le Ministre des Affaires économiques, à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 mai 1925.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

J'ai appris avec plaisir, par votre lettre du 2 mai 1925 (n° 6268, Direction générale), que la Caisse générale d'Epargne et de Retraite est disposée à prêter son concours en faveur du crédit au petit outillage.

La réalisation de ce crédit sous forme d'escompte d'effets plutôt que sous forme d'avances directes me paraît acceptable.

Vous me demandez si mon Département qui assurerait le contrôle de l'opportunité et des modalités d'achat des machines ne pourrait assumer en même temps le contrôle technique et financier des organismes locaux.

Je ne me refuse pas à examiner cette question. Toutefois, je tiens à vous faire observer que la Caisse d'Epargne est mieux outillée que l'Office des Métiers et Négoces pour le contrôle financier. Je ne crois pas qu'il y ait là pour la Caisse un service lourd et compliqué, car je n'envisage pas que le nombre des sociétés locales admises au réescompte puisse être élevé, dans le principe tout au moins. Il conviendra de marcher avec prudence ; les sociétés agréées devront posséder un capital suffisant pour offrir à la Caisse d'Epargne des garanties sérieuses. C'est pourquoi d'ailleurs j'estime qu'il n'est pas opportun d'accorder la garantie de bonne fin de l'Etat à ces opérations. Le succès de l'organisation nouvelle n'est assuré que si elle repose sur des bases financières saines ; on pourrait craindre que la garantie éventuelle de l'Etat serve de prétexte pour déroger à la prudence qu'exige toute entreprise de crédit, et il est certain que l'intervention du législateur retarderait notablement la mise en application d'un service que les conjonctures présentes nécessitent instamment.

Agréez, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma considération distinguée.

Le Ministre des Affaires économiques,
R. MOYERSOEN.

*A Monsieur le Directeur général
de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite,
à Bruxelles.*

Bruxelles, le 11 juin 1925.

N° 121-164/3740

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 30 mai dernier (timbrée Office des Métiers et Négoces), par laquelle vous marquez votre accord au sujet de la réalisation des prêts en faveur du petit outillage sous forme d'escompte d'effets plutôt que sous celle d'avances directes.

Les diverses considérations que vous avez émises ont retenu toute l'attention du Conseil d'administration.

Celui-ci croit que, si au début les organismes locaux ne seront pas nombreux, ils le seront inévitablement après un certain temps. Il serait en effet contraire à la nature des choses que ces organismes fussent en petit nombre ; il importe en effet que les sociétés soient en rapports étroits avec leurs emprunteurs, qu'elles les aient sous les yeux pour exercer une surveillance constante à cause de la nature des garanties qui peuvent se détériorer et disparaître facilement et qui rattachent en fait les opérations au domaine du crédit personnel.

Les organismes locaux deviendront donc d'autant plus nombreux que le crédit au petit outillage se développera et s'étendra à des installations nouvelles de la petite industrie ; à cet égard, l'extension de la distribution de l'énergie électrique peut faire prévoir un développement très grand de l'œuvre.

Il y a donc lieu de prévoir le contrôle d'un grand nombre d'organismes locaux, contrôle qui se rapportera à la fois aux côtés technique et financier. Pour assurer ce contrôle, la Caisse d'Epargne devrait créer complètement ce service et l'organiser sur des bases toutes différentes de celles qui servent de supports aux opérations d'habitations ouvrières et de prêts agricoles, charge qui, à côté de la charge résultant du taux réduit, serait trop lourde pour l'Institution.

Examinant les garanties que l'opération peut offrir à la Caisse d'Epargne, le Conseil constate que les sûretés réelles offertes dans le chef des emprunteurs, à savoir, le privilège du vendeur et le gage du fonds de commerce, sont peu sérieuses, sujettes à la détérioration, à la disparition et d'une réalisation difficile. D'autre part, le capital des sociétés sera vraisemblablement engagé dans les opérations mêmes de crédit, seule la partie souscrite et non versée est à envisager comme garantie ; sa réalisation serait liée à la solvabilité même des coopérateurs qui seront sans doute pour la plus grande partie, les emprunteurs eux-mêmes. Si le crédit au petit outillage prend de l'extension, le capital social des sociétés sera loin d'être en rapport avec le montant des prêts.

Tenant compte de ces diverses considérations, le Conseil estime, Monsieur le Ministre, que, pour pouvoir rendre efficace l'intervention de la Caisse d'Epargne, c'est-à-dire suffisamment importante, la garantie de bonne fin par l'Etat des avances consenties devrait lui être acquise. L'Etat pourrait d'ailleurs se soustraire, en fait, à toute conséquence réellement préjudiciable résultant du jeu de cette garantie, en assurant lui-même le contrôle complet (technique et financier) des organismes locaux.

Veuillez...

Le Directeur général,
E. DEROOVER.

Monsieur le Ministre des Affaires économiques, à Bruxelles.

14)
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Office des Classes moyennes

N° 241

Bruxelles, le 7 janvier 1927.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Me référant à la correspondance échangée de mars à juin 1925, n° 241, relative à l'organisation du crédit à moyen terme en faveur des artisans qui moderniseraient leur outillage, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître l'avis de votre Conseil d'administration sur la modalité suivante :

L'artisan, désireux de transformer son outillage en vue d'une productivité intensifiée, solliciterait au préalable l'avis d'un ingénieur conseil, soit fonctionnaire d'administration centrale (la situation actuelle), soit agréé par mon Département. Le contrôle porterait à la fois sur la portée technique et sur la portée commerciale de la transformation envisagée. La communication ultérieure des quittances justifierait l'emploi effectif des crédits alloués.

Pour obtenir du crédit à concurrence des 75 p. c. du prix d'achat, l'artisan susdit tracerait quatre promesses à l'ordre de la société de caution mutuelle locale, fonctionnant selon les règles imposées aux sociétés commerciales coopératives. Les échéances successives amortiraient l'emprunt en quatre années.

Pour autant que ses propres moyens ne suffiraient pas, la société de caution mutuelle locale réescompterait son portefeuille à une société nationale de crédit à l'outillage, fonctionnant comme société coopérative commerciale.

J'envisage en ce moment la possibilité d'intervenir pour assurer le fonctionnement de cette société nationale de crédit à l'outillage, soit par des subsides, soit par la garantie d'obligations qu'elle émettrait sous mon contrôle.

La question se pose alors de savoir à quel taux et pour quel montant la Caisse d'Epargne serait disposée en principe à prendre en réescompte les promesses originales des artisans, avec les deux endossements successifs éventuels.

Votre lettre du 11 juin 1925, n° 121-164 /3740, était relative à cette affaire.

Agrérez, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,

BAELS.

*A Monsieur le Directeur général
de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai donné connaissance au Conseil d'administration de votre dépêche du 7 de ce mois, n° 241, relative à l'organisation du crédit artisanal.

Le Conseil a constaté que la forme sous laquelle vous envisagez l'octroi des avances se rapproche sensiblement de celle préconisée par mes lettres du 2 mai et du 11 juin 1925. En effet, votre Département assurerait le contrôle technique et commercial des opérations. Il aurait en sa possession de nombreux éléments utiles à la surveillance des sociétés. Il semble, dès lors, que l'extension de cette surveillance à la situation financière et à la comptabilité des sociétés ne doive constituer, pour l'Etat, qu'une légère charge complémentaire.

Vous envisagez en ce moment la possibilité d'intervenir soit sous forme de subside, soit sous forme de garantie d'obligations à émettre par une société nationale à créer. Le Conseil estime que la garantie de bonne fin donnée aux opérations des sociétés locales, dont la gestion serait contrôlée par vous, ne constituerait pas une charge plus grande pour l'Etat que la garantie qui serait donnée aux obligations à émettre par une société nationale. Dans ces conditions, l'organisme central ne se justifierait pas. Ne pas le créer, ce serait à la fois faire l'économie d'une charge budgétaire complémentaire et rendre la réalisation des opérations plus simple, plus rapide et moins coûteuse.

Le taux d'escompte serait fixé à 6 p. c. par 360 jours si le crédit pouvait être organisé sous la forme esquissée dans mes lettres antérieures et résumée ci-après :

a) Après approbation par votre Département, achat de matériel par l'artisan à l'intervention de la société locale dont il fait partie ;

b) Souscription par l'artisan de quatre promesses à l'ordre de la dite société pour la somme restant due sur cet achat ;

c) Lorsque la société locale veut mobiliser tout ou partie de ses créances, endossement par elle des promesses à l'ordre de la Banque nationale de Belgique pour compte de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, après production des pièces d'autorisation émanant du service technique de l'Etat ;

d) Garantie de bonne fin par l'Etat à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour les opérations qu'il aura autorisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général,
E. DEROOVER.

A Monsieur le Ministre de l'Agriculture, à Bruxelles.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 SEPTEMBER 1928

Verslag uit naam der Commissie van Openbare Werken en Economische Zaken, belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende den waarborg voor goeden einduitslag van het krediet voor ambachtswerktuigen.

(Zie n^o 61 van den Senaat.)

Aanwezig: de heeren Baron RUZETTE, voorzitter; DE COCK DE RAMEYEN, Baron DE DORLODOT, DUPRET, LALEMAND, MARTENS, POLET, Burggraaf Georges VILAIN XIII en Baron GILLÈS DE PELICHY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Periodiek hebben theoretici het aanstaande verdwijnen van de kleine nijverheid en van de werkplaatsen der ambachtsslieden aangekondigd.

De feiten hebben hunne vooruitzichten gelogenstraft. Blijkens de jongste studies zoowel in Europa als in Amerika (1), is het bewezen dat de kleine nijverheid, in stede van zeldzamer te worden, in leven blijft en er zelfs in sommige gevallen toe strekt uitbreiding te nemen in beide werelddeelen.

De hedendaagsche beschaving doet op elk oogenblik nieuwe ambachten ontluiken die zich, wegens de voorwaarden waarin zij worden uitgeoefend, niet leenen tot geconcentreerde voortbrengst (2).

Zien wij daarbij niet op onze dagen sommige geconcentreerde nijverheidstakken terugkeeren naar verspreiding en versnippering?

De steeds meer en meer veralgemeende verdeeling van de electrische

drijfkracht begunstigt trouwens in de werkplaats de gemakkelijke en vlugge uitvoering van den arbeid. Zij laat ook toe beterkoop voort te brengen.

Aldus maken in talrijke plaatsen de stielmannen een vooreerst zeer bescheiden en later steeds drukker gebruik van machines. Deze laten trouwens in sommige ambachten aan den ambachtsman toe « zich meer toe te leggen op een volmaakte uitvoering van het artistiek gedeelte van zijn stiel, in stede van zijn beste krachten te moeten wijden aan het in beweging stellen zijner machines » (1).

Deze hervorming van de uitrusting der ambachtsslieden, die niet alleen nuttig is geworden voor den stielman maar ook noodig om goedkoop voort te brengen ten bate onzer medeburgers en om zegevierend mee te dingen tegen de overheersching der vreemde producten, brengt eilaas zeer zware lasten mede voor de nederige middelen dezer kleine nijveraars. Het is dus niet zonder reden dat hunne vereenigingen, nadien de Hoogere Raad voor Neringen en

(1) *Bulletin de l'Institut International des Classes Moyennes*, October 1926, blz. 144.

(2) LEROY-BEAULIEU. *Traité d'économie politique*, blz. 169-474.

(1) Verslag van den heer Marchal op het IV^e Internationaal Congres van den Middenstand. Parijs 1926, blz. 98.

Ambachten en ten slotte de Regeering aandringen op het verleenen van een krediet dat bestemd is om hun deze echt vaderlandslievende taak te vergemakkelijken.

Wij mogen immers niet uit het oog verliezen de belangrijke plaats door het werk der ambachtslieden ingenomen in het geheel van 's lands voortbrengst.

Verdiene de kunstambachten in dit opzicht geene gansch bijzondere melding?

« Niet alleen bevoorraden zij de *binnenlandsche* markt met uitgekozen artikelen, doch hunne voortbrengst is gansch bijzonder geschikt voor den *uitvoer*, daar zij onder een minimum omvang een maximum van geschoolden arbeid en dus ook van loonen vertegenwoordigen » (1). Bovendien zal niemand ontkennen dat « zij in de mate hunner oorspronkelijkheid bestanddeelen zijn van publiciteit in het buitenland ten gunste van het land zelf » (2).

De Minister van den Middenstand bevestigt ons in de Memorie van Toelichting dat « leeningen aangaan op gemiddelden termijn, in voorwaarden die een aflossing mogelijk maken welke aan de discontoschommelingen is onttrokken, beantwoordt aan een der meest dringende behoeften aan krediet in den middenstand ».

Uwe Commissie deelt deze meening en verheugt zich erover te vernemen dat op verzoek van den heer Moyersoen, toenmalig Minister van Economische Zaken, de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas er in toestemt ruime medewerking te verleen aan dit *economisch, maatschappelijk en echt nationaal werk*.

Van zijn kant zal de Staat tot een bedrag van 15 miljoen frank aan de Spaar- en Lijfrentkas den goeden einduitslag waarborgen van de beloften

die de volgende voorwaarden zullen vervullen :

1^o Zij moeten een *hervorming der uitrusting* ten doel hebben ;

2^o Zij moeten onderteeekend worden door *ambachtslieden of kleine nijveraars* aan de order van plaatselijke handelsmaatschappijen, die onderlinge borgstelling ten doel hebben ;

3^o Zij moeten geëndosserd worden door een verbond van cooperatieven, opgericht door bedoelde plaatselijke handelsmaatschappijen en te dien einde aangenomen bij Koninklijk besluit (1).

Ziehier in zijn groote trekken het procesus volgens hetwelk voortaan de leeningen voor ambachtswerktuigen zullen geschieden.

Om het krediet, dat voor de verbetering zijner uitrusting noodig is, te bekomen, moet de ambachtsman :

a) Een gedeelte der verantwoordelijkheid op zich nemen in de verbintenissen der plaatselijke maatschappij van onderlinge borgstelling (2).

Hij zal daarbij zijne aanvraag om geldelijke tusschenkomst indienen, met vermelding van het bedrag en van al de gegevens omtrent zijn betaalvermogen ;

b) Haar het aval vragen der wissels geaccepteerd voor een bedrag dat ten hoogste de vier vijfden van de waarde der uitrusting mag bedragen ;

c) Vooraleer over dit verzoek uitspraak te doen, zal de plaatselijke maatschappij zich het advies doen afleveren van de *technische afdeeling* van den Dienst voor den middenstand betreffende de gepastheid der hervorming van de uitrusting dezer onderneming, de waarde en de hoedanigheid deraan te koopen machines ;

d) Deze plaatselijke maatschappij zal, in elk geval, het bedrag en de modaliteiten van het verleende crediet vast-

(1) *Le problème des Classes moyennes* door Dufourmantille, Magaldi en Lambrechts. Uitgaven van het « Institut international des Classes moyennes ». Parijs 1927. blz. 21.

(2) Zelfde bron.

(1) Eerste artikel van het ontwerp (nieuwe tekst) door de Commissie voorgesteld.

(2) Dit binnen de grenzen en met de modaliteiten bepaald bij het reglement opgemaakt door het Gewestelijk of beroepsverbond van cooperatieven.

stellen. Dit crediet mag het 4/5 niet overschrijden van de koopwaarde door den technischen dienst vastgesteld, noch worden toegestaan voor een langeren duur dan vijf jaar.

e) De plaatselijke maatschappij zal voor het bedrag van het toegestane crediet zich promessen doen overhandigen, aan haar order en op de overeengekomen vervaldagen. Zij zal den verkoper van de uitrusting betalen met indeplaatsstelling in de rechten en voorrechten, bepaald bij de wet van 16 December 1851. Desnoods zal zij haar toevlucht nemen tot de waarborgen gevestigd bij de wet van 25 October 1919 op het beroeps krediet ten bate der kleine handels- of nijverheidsburgerij;

f) De plaatselijke maatschappij bevaart in haar portefeuille bedoelde promessen, in de mate van haar beschikbare fondsen. Voor het overige wendt zij zich tot een der gewestelijke of beroepsbonden, aangegeven in artikel 1 van het ontwerp voor herdiscontingering.

g) Het Verbond der cooperatieven zal oordeelen over de waarborgen geboden door deze plaatselijke vereeniging, wier boekhouding zij naziet;

h) Het verbond beoordeelt het bedrag der voorschotten dat het mag toestaan aan de plaatselijke maatschappij, waarvan het de boekhouding nagaat en binnen deze perken neemt het de geboden promessen voor zijne rekening.

i) Het Verbond bewaart in zijn portefeuille bedoelde promessen in de mate van zijn beschikbare fondsen. Voor het overige biedt het hen voor herdiscontingering aan de Spaar- en Lijfrentkas onder toezicht van den Staat.

j) De Staat dekt met waarborg van goeden einduitslag de discontingering dezer effecten door de Spaarkas.

Vier belangrijke vraagstukken werden door uwe Commissie opgeworpen in den loop van het onderzoek van het ons voorgelegde wetsontwerp :

1° Het al dan niet nuttig zijn van een centraal organisme;

2° Het toezicht;

3° De waarborgen.

4° De gepastheid het voordeel van het krediet voor werktuigen tot de nieuwe inrichtingen uit te breiden.

1. HET AL DAN NIET NUTTIG ZIJN VAN EEN CENTRAAL ORGANISME.

Het nut van een *centrale cooperatief* werd in twijfel getrokken door het bestuur der Algemeene Spaar- en Lijfrentkas bij de onderhandelingen tusschen haar en de Regeering. « Met deze cooperatief niet op te richten, zegde zij, zou men tevens een aanvullenden begrootingslast sparen en de uitvoering der verrichtingen eenvoudiger, vlugger en minder kostelijk maken » (1).

Uwe Commissie, rekening houdend met de zeer ernstige redenen door de Regeering aangevoerd ten gunste der handhaving van *centrale organismen*, — die reeds vóór den oorlog werden aangeraden door de Nationale Commissie (2), dan in 1925 door den Hooger Raad van Neringen en Ambachten (3), in 1926 door de afgevaardigden van de Syndicaten voor uitrusting, bijeengeroepen op initiatief van den Dienst voor Neringen en Ambachten (4) en in 1928 door eene vergadering van afgevaardigden der Syndicaten voor uitrusting (5) — en gezien het sedert jaren vaak slordig beheer van talrijke syndicaten voor uitrusting, gezien de noodzakelijkheid een kostelijken en lastigen toezichtsdienst in te richten bij het Hoofdbestuur, indien de vrije doch onder toezicht staande organismen, die ons worden voorgesteld, moesten worden uitgeschakeld, gezien de hieronder vermelde *voordeelen*, welke eene zekere centralisatie kan en moet verstrekken :

a) Toezicht der plaatselijke organismen;

(1) Brief van 20 Januari 1927 tot den Minister van Landbouw gericht, zie de bijlagen.

(2) K. B. van 10 April 1902, zie werken der III^e sectie.

(3) Vergadering van 23 Juli 1925.

(4) Vergadering van 12 Juli 1926.

(5) Vergadering van 1 Maart 1928.

b) Vestiging van een stevigen solidariteitsband tusschen de samenwerkende maatschappijen van leening voor het leveren van kleine werktuigen ;

c) Eenmaking en versterking der propagandamiddelen en inkrimping der onkosten welke deze propaganda vergt ;

d) Gemeenschappelijke aankoop van machines en werktuigen (de veelvuldige verrichtingen zouden toelaten van de fabrikanten en de voortverkoopten, tegen bijzonder voordeelige voorwaarden, materieel van allerbeste hoedanigheid te bekomen) ;

e) Wenschelijke aansluiting bij de weldadige actie van de technische afdeling van den Dienst voor Neringen en Ambachten ;

f) Mogelijke aanleg eener bijzondere reserve door middel van afhouding van een gering procent op de gedane verrichtingen, reserve die een *waarborg* zou zijn, in het zeer onwaarschijnlijke doch mogelijke geval dat men zich zou vergist hebben over het betaalvermogen van een of ander der hooger bedoelde financieele inrichtingen ;

Neemt op dit gebied het *beginsel* aan van een zekere centralisatie, mits deze echter kunne worden tot stand gebracht overeenkomstig de gebruiken en de gewoonten van ons land, onder vorm van gewestelijke of beroeps *verbonden* van *coöperatieven*.

Veel meer en beter dan een uitgebreid nationaal organisme, beantwoorden de *gewestelijke* groepeerings aan de behoeften van den middenstand en in menig geval schijnen de coöperatieven, tot stand gebracht tusschen groepeerings van *eenzelfden stiel*, de oplossing te zijn die voor de *toekomst* is weggelegd.

Opdat de tekst van het wetsontwerp duidelijk aan hare inzichten en aan die der Regeering beantwoorde, heeft uwe Commissie de eer U, bij wijze van amendement, voor te stellen het eerste artikel van het wetsontwerp te doen luiden als volgt :

« De Staat waarborgt aan de Alge-

meene Spaar- en Lijfrentekas het goede verloop van de beloften die de volgende voorwaarden vervullen :

» 1° Die eene hervorming der uitrusting ten doel hebben ;

» 2° Die onderschreven worden door ambachtslieden of kleine nijveraars aan de order van de plaatselijke maatschappijen voor onderlinge borgstelling ;

» 3° Die geëndosseerd worden door een gewestelijk of beroepsverbond van coöperatieven, dat werd gevormd door bedoelde plaatselijke handelsverenigingen, hiertoe bij Koninklijk besluit aangenomen. »

2. HET TOEZICHT.

Blijkens de briefwisseling in 1925 en in 1927 gevoerd tusschen de Regeering en het bestuur der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, zal het dubbel technisch en financieel toezicht over de door het wetsontwerp voorziene verrichtingen volgenderwijze worden verzekerd :

A. — *Technisch toezicht*. — Gezien de onervarenheid van talrijke belanghebbenden en het gevaar voor overijde aankopen, waartoe bij sommige ambachtslieden al te drukke commercieele stappen aanleiding kunnen geven, verplichten zich de kredietverenigingen aanden dienst van het Ambt van den Middenstand het voorafgaand toezicht over de aan te koopen uitrusting toe te vertrouwen (1). « Deze dienst onderstelt eene gewaarborgde onafhankelijkheid ten opzichte van mededingende bouwers, eene aansluiting in de studies en proefnemingen, eene specialiseering in den arbeid die alleen kunnen bezitten beroepsambtenaren, voorgelicht door de ervaring van al de belanghebbenden » (2).

De verbonden der aangenomen coöperatieven zijn gemachtigd de proceduur

(1) Antwoord van 14 Februari 1925 van de Regeering op een schrijven van het Bestuur der Spaarkas, zie de bijlagen.

(2) Antwoord der Regeering op eene vraag van uwe Commissie.

voor te schrijven, welke dient gevolgd om het toezicht te verzekeren over de verrichtingen der aangesloten vereenigingen.

Hierbij zullen zij zich laten leiden door de volgende beginselen :

a) Vooraleer over eene aanvraag uitspraak te doen, vraagt iedere plaatselijke vereeniging het advies van de technische afdeeling van den Dienst van den Middenstand over de gepastheid der hervorming van de uitrusting der onderneming;

b) De belanghebbende moet een deel van verantwoordelijkheid hebben onderschreven in de verbintenissen der plaatselijke maatschappij, binnen de grenzen en volgens de modaliteiten te bepalen bij een door bedoelde centrale samenwerkende maatschappij op te maken reglement;

c) Het bedrag van het krediet toegestaan in baar of in natura zal in elk geval worden bepaald door de plaatselijke maatschappij; het mag echter niet de vier vijfden overschrijden van den aankoop prijs aangenomen door de technische afdeeling van den Dienst voor den Middenstand;

d) De duur voor het krediet mag niet vijf jaar overschrijden;

e) De plaatselijke maatschappij is verplicht zich door den verkoper te doen stellen in de rechten en voorrechten bepaald bij de wet van 16 December 1851. Desnoods neemt zij haar toevlucht tot de waarborgen vastgesteld bij de wet van 25 October 1919 op het beroepskrediet ten gunste der kleine handels- of nijverheidsburgerij.

B. — *Financieel toezicht.* — In den geest van de Regeering en van uwe Commissie zal dit toezicht eene *opdracht* zijn die *eigen* is aan de Verbonden van aangenomen cooperatieven. Deze zullen dit toezicht uitoefenen over de *plaatselijke* maatschappijen, waarvan zij het papier zullen endosseeren. Zij zijn gemachtigd de proceduur voor te

schrijven welke dient gevolgd om dit toezicht te verzekeren.

Van zijn kant mag de Staat het *financieel* toezicht niet verwaarloozen, en dit zal de taak zijn van den commissaris der Regeering wiens benoeming bij artikel 3 van het ontwerp wordt voorzien. Deze ambtenaar oefent toezicht uit over de verrichtingen en dient jaarlijks een verslag in bij den Minister van Financiën.

3. DE WAARBORGEN.

Het werkelijk ambachtskrediet is van persoonlijken aard.

De plaatselijke vereenigingen en de verbonden, die het krediet verleen en inrichten, zijn *cooperatieven*. De *onderlinge borgstelling* ligt ten grondslag aan het stelsel. Sedert talrijke jaren en onder allerlei vormen heeft deze borgstelling bij ons en in talrijke landen den toets doorstaan.

Het beginsel van de onderlinge borgstelling kan door overeenkomst beperkt worden; alzoo vervangt men bij de landbouwers de zuivere leer van Raiffeisen, « elkeen solidair verantwoordelijk voor het volle bedrag der maatschappelijke verbintenissen », door een verzacht stelsel, met namelijk het globaal bedrag van de maatschappelijke verbintenissen, het bedrag van elke leening, enz., te beperken.

De *plaatselijke* vereenigingen dienen in haar statuten de grens te bepalen van de verantwoordelijkheid uit hoofde van de leening aangegaan.

Op de Conferentie van de afgevaardigden der syndikaten voor uitrusting, werd het stelsel van de Kredietbonden aangeraden, namelijk een dalende borgstelling, die ophoudt met de terugbetalingen, (Voorbeeld : Ontleening 10,000 frank = solidaire verantwoordelijkheid voor 10,000 frank min den aanvang; verminderd op 7,500 frank het tweede jaar, enz.).

Het bedrag van de herdisconteering door centrale cooperatieven aan een

plaatselijke cooperatieve toegestaan zal uiteraard afhankelijk zijn van het kapitaal-aandeelen verhoogd met het bedrag der borgstellingen.

De persoonlijke aanvullende waarborg (deposito van titels, inschrijving van een voorrecht, enz.) betreft alleen de plaatselijke maatschappij.

Het risico aan deze kredietverrichtingen verbonden zal bovendien worden vergoed door eene reeks waarborgen samengeschied als volgt : « De Spaarkas is de eenige schuldvoorderaaster der maatschappijen voor uitrusting; deze zullen op haar actief hebben het pand voorzien bij de wet van 25 October 1919 onder de benaming « pand der handelszaak », tenwarede Regeering invoere: hetzij een stelsel van *hypotheek op roerende zaken* (van welk ontwerp schijnt afgezien), hetzij een stelsel van « voorrecht » dat komt te staan na het voorrecht van den geldschieder. en dient ingeschreven ter griffie van de rechtbank van koophandel in stede van bij den hypotheekbewaarder; deze hervorming wordt voorzien bij de wet van 1851 volgens het type van het landbouwvoorrecht toegestaan voor het krediet ».

Uwe Commissie oordeelt dat het onontbeerlijk is, op gevaar af aan deze wet alle nuttig uitwerksel te ontnemen, dat de Regeering *onverwijld* in dezen zin een aanvullend wetsonwerp zou indienen.

Anderdeels zullen de ambachtsman-ontleener en de leeners doeltreffend worden beschermd tegen de gevaren eener haastig opgevatte en niet-rendeerende onderneming, door de vereischte *voorafgaande* adviezen zoowel over de technische als over de commercieele beteekenis van de voorgenomen hervorming der uitrusting.

De gepastheid, de modaliteiten van aankoop, de intrinsieke hoedanigheden der uitrusting zullen dus worden onderzocht door de ingenieurs gehecht aan de technische afdeeling van den Dienst voor Neringen en Ambachten. De deelneming van den belanghebbende bij wijze van aandeel (1/5) in de uitgaven en het

toezicht der plaatselijke cooperatieven zijn eveneens niet te versmaden waarborgen.

De voorlichtende actie der groepeerings van ambachtslieden en de niet minder doeltreffende actie van den Dienst voor den Middenstand mogen evenmin worden verzwezen.

Het schijnt dus wel dat de waarborg voor goeden einduitslag van het door den ambachtsman ondertekend en door de Spaarkas herdisconteerd papier enkel *nominaal* is en geenerlei nieuwen last voor de Schatkist zal medebrengen.

4. HET AL DAN NIET GEPAST ZIJN VAN DE UITBREIDING VAN HET VOORDEEL VAN HET KREDIET VOOR WERKTUIGEN TOT DE NIEUWE INRICHTINGEN.

Op 't eerste gezicht zal het misschien velen van ons gepast voorkomen ruimschoots, en om zoo te zeggen onvoorwaardelijk, gemak van krediet te verleen aan al de kandidaat-ambachtsbazen.

Wanneer wij ons echter, op dit bijzonder kiesch gebied, minder laten leiden door de ingevingen van onze edelmoedige gevoelens dan door de koude doch zeer wijze redenen door de ondervinding geleerd, dan zullen wij uiteraard meer omzichtig zijn.

De proeven in andere landen genomen en namelijk de leeningen toegestaan door den Franschen Staat aan voortbrengstcooperatieven sporen ons aan tot voorzichtigheid.

Indien wij daarbij de economen raadplegen en meer bepaald de specialisten in leeningen voor uitrusting, dan antwoorden zij ons dat de leening voor *eerste* inrichting of commandite behoort tot de *meest onzekere* bankverrichtingen, vooral wanneer het machine-uitrusting betreft, waar het plaatsen en het vervoer voor een merklijk deel tot de uitgave behoort en waar de waardevermindering van « occasie-materieel » aanzienlijk is.

Onze syndicaten voor uitrusting hebben sedert vijf en twintig jaar niet

afgezien van den besproken regel en de huidige tusschenkomst van den Staat hangt af van het onderzoek van den *verworven* toestand. De bevoegde dienst kan veel gevallen aanhalen waar een kleine zaak, leefbaar in haar bestaanden vorm, achteruit ging wegens een overdreven nieuwe uitrusting.

Een bedrag van 15 millioen werd uitgerekend volgens den gang van de ambachtshervormingen in het verleden.

Om te leenen aan al de aanvragers die een zaak willen openen, zou een kapitaal vereischt zijn, waarvan het bedrag niet juist kon bepaald, doch dat stellig 50 millioen zou te boven gaan. De Nationale Maatschappij voor het Krediet aan de Nijverheid zou wellicht bevoegd zijn om de voorstellen te onderzoeken wanneer zij werkelijk van belang zijn.

Doch zoowel in nationaal economisch opzicht als in 't bijzonder opzicht van den middenstand, past het slechts met omzichtigheid en voorbehoud te handelen.

Heeft men zich niet reeds afgevraagd of de crisis die thans in sommige ambachten heerscht niet het gevolg is van het overdreven aantal kleine bazen? In Nederland is een officieele commissie bezig met de verhouding op te maken tusschen het aantal winkeliers en het gemiddeld verbruik.

Hebben onze beenhouwers en bakkers in sommige gemeenten niet den indruk dat zij boventallig zijn en ziet het publiek er soms, terecht of ten onrechte, niet een der oorzaken in van de levensduurte?

Met het aantal kleine bedrijven op onberedeneerde wijze te vermenigvuldigen verzwakt men onbetwist voor talrijke ambachten hun mededingingsvermogen tegen de groote ondernemingen. Er is een samengaan van hoedanigheden noodig om als baas te werken. De ontleening van het kapitaal voor eerste inrichting is geen algemeen aan te raden verrichting.

Hier, zooals op alle economisch en maatschappelijk gebied, past het bezadigd en voorzichtig, tragsgewijze te handelen.

Derhalve heeft uwe Commissie geoordeeld hare instemming te kunnen betuigen met het U voorgelegde wetsontwerp, en zij heeft de eer U voor te stellen hetzelfde goed te keuren.

De Voorzitter,
Baron RUZETTE.

De Verslaggever,
Baron GILLÈS DE PÉLICHY.

**Amendements
présentés par la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Rédiger comme suit cet article :

« L'État garantit à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite la bonne fin des promesses réunissant les conditions suivantes :

» 1° Avoir pour cause une *transformation* de l'outillage ;

» 2° Être souscrites par des *artisans ou petits industriels* à l'ordre de sociétés commerciales locales ayant pour objet la caution mutuelle ;

» 3° Avoir été endossées par une *Fédération régionale ou professionnelle de coopératives*, formée par les dites sociétés commerciales locales et agréée à ces fins par arrêté royal. »

ART. 2.

Remplacer l'alinéa 2 par le texte suivant :

« Les conditions d'admissibilité des sociétés *commerciales locales* au rées-compte ainsi que la procédure à suivre seront déterminées par un arrêté royal. »

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

« De Staat waarborgt aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas het goede verloop van de promessen die de volgende voorwaarden vervullen :

» 1° Die ten doel hebben eene *hervorming* der uitrusting ;

» 2° Die onderschreven worden door *ambachtslieden of kleine nijveraars* aan order van de plaatselijke handelsmaatschappijen voor onderlinge borgstelling ;

» 3° Die geëndosseerd werden door een *gewestelijk- of beroepsverbond van samenwerkende maatschappijen*, welk werd gevormd door bedoelde plaatselijke handelsmaatschappijen en hiertoe bij Koninklijk besluit aangenomen. »

ART. 2.

Het tweede lid te vervangen door den volgende tekst :

« De voorwaarden van aanvaarding der *plaatselijke handelsmaatschappijen* tot de herdisconteering, alsook de te volgen procedure worden bij Koninklijk besluit vastgesteld. »

BIJLAGEN

MINISTERIE
VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Brussel, 14 April 1925.

Dienst voor Neringen en Ambachten

MIJNHEER DE ALGEMEENE BESTUURDER,

Ik ware U dankbaar mij te willen mededeelen of, naar het advies van den Beheerraad van uw Instelling, mijn beheer zou mogen rekenen op zijn medewerking voor de inrichting van het krediet voor de vernieuwing van de ambachtswerktuigen.

Het is U niet onbekend dat de ambachten een belangrijke plaats bekleeden in 's lands arbeid, dat hun producten een maximum geschoolde arbeidskrachten vertegenwoordigen onder een minimum omvang, hetgeen, gevoegd bij de kunstwaarde van de kleinnijverheid, hen vooral geschikt maakt voor internationalen ruil.

De moderniseering van de uitrusting kan de voortbrengst van de ambachtsslieden opvoeren en, voor het binnenlandsch verbruik, den kostenden prijs doen dalen.

Wat deze moderniseering hindert is van financieelen aard : de hooge kosten van de aan te koopen machines, de te geringe geldmiddelen der ambachtsslieden.

Deze redenen leiden mij er toe een doelmatige hulp te willen verleen en aan de keur der ambachtsslieden, door een methode aan te wenden zooals die welke aangenomen werd door het Parlement en door uw Instelling om de woning van de arbeidende klasse te verbeteren.

In mijn opvatting zou de inrichting van dit krediet een nabootsing zijn van het krediet door de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas aan de maatschappijen voor werkmanswoningen toegekend.

Elke maatschappij zou dus een zelfstandig bestaan hebben, een kapitaal dat als waarborg voor de kas zou dienen. Haar statuten zouden haar elke andere verrichting verbieden dan deze die rechtstreeks voortvloeit uit haar opdracht, aldus bepaald : aan den ambachtsman een gedeelte voorschieten van de som die noodig is voor den aankoop van een uitrusting en dit voorschot af te betalen over een periode van ten hoogste vijf jaar.

De maatschappijen zouden de uitdrukkelijke verbintenis aangaan geen enkele ontleening te onderschrijven bij een andere kredietinrichting, zelfs voor het bijzonder doel van aankoop van werktuigen. Gij zoudt nochtans moeten nagaan

of het niet zou passen een zekere deelneming te voorzien van ambachtslieden of gewillige private personen, bij voorbeeld onder vorm van uitgifte van obligatiën met vervalttermijn van hoogstens vijf jaar.

Rekening houdend met het gemis van ondervinding bij de betrokkenen en vreezend dat lokmiddelen bij gelegenheid sommige ambachtslieden zouden meesleepen tot ongepaste aankopen, zouden de maatschappijen zich verbinden aan mijn diensten een voorafgaand technisch onderzoek van de aan te werven uitrusting toe te vertrouwen.

Het risico eigen aan de bedoelde verrichtingen zou dus als tegenhanger een reeks waarborgen hebben, als volgt :

De Spaarkas zou de eenige schuldeischter zijn van de maatschappijen voor uitrusting, deze zouden op haar actief de hypotheek van roerend goed hebben, voorzien bij de wet van 25 October 1919 onder den naam van « pand aan de handelszaak » en bovendien het voorrecht van den verkooper van machines voorzien bij artikel 20 der wet van 16 December 1851. De ambachtsman zou zijnerzijds beschermd zijn door de voorafgaande raadgevingen van de technische afdeeling van den Dienst voor Neringen en Ambachten.

De goede werking van dit waarborgsysteem zou verzekerd worden door de tussenkomst van den technischen dienst die thans reeds geldt wat betreft de gepastheid en de modaliteiten voor het koopen van machines, en door de deelneming van den betrokkene in een aandeel (het vijfde bijv.) van de uitgave; ten slotte door het toezicht over de maatschappijen voor uitrusting die ieder afzonderlijk zouden aangenomen worden.

Met de meeste hoogachting.

De Minister van Economische Zaken,
R. MOYERSOEN.

*Aan den heer Algemeenen Bestuurder
van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas,
te Brussel.*

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer U ontvangst te melden van uw brief van 14 April jl. en U ter kennis te brengen dat ik hem aan den Beheerraad heb voorgelegd.

In beginsel is de Raad gunstig gestemd voor de financieele tussenkomst van de Spaarkas ten bate van het krediet voor de kleine uitrusting, doch volgens modaliteiten die geen te zwaren last van beheer voor de Instelling zouden uitmaken.

In dit opzicht blijkt het dat het werk dat gij zoekt te verwezenlijken, zou kunnen ingericht worden eerder onder vorm van disconteerling van effecten, dan onder vorm van voorschotten zooals in zake werkmanswoningen.

Dit laatste stelsel levert voor de Spaarkas het bezwaar op van haar het toezicht en de financieele contrôle over de te stichten kredietmaatschappijen te vergen, hetgeen een zwaren en ingewikkelden dienst zou zijn uit hoofde van het groot aantal dezer plaatselijke groepeerings.

Uw Departement is bij machte het toezicht over de gepastheid en de modaliteiten van aankoop der machines uit te oefenen. Zou deze inmenging niet eenigermate uitgebreid en een volledige contrôle kunnen worden, zoo technisch als financieel, over de plaatselijke organismen? Ware dit mogelijk en mocht anderzijds de Staat tegenover de Spaarkas den goeden einduitslag willen waarborgen van deze kredietverrichtingen, dan zou volgend stelsel kunnen aangenomen worden.

De inrichting zou tot grondslag hebben de plaatselijke cooperatieven voor geleening voor de kleine uitrusting, samengesteld uit mannen van de daad en ambachtslieden die dit kredietsysteem willen aanwenden. De stichting van deze plaatselijke maatschappijen zou worden toegestaan door den Staat overeenkomstig het reglement dat hij te dien einde zou hebben opgemaakt. Zijn contrôledienst zou de voorgelegde verrichtingen goedkeuren.

Het krediet zelf zou verwezenlijkt worden door de disconteerling van de beloften onderschreven aan order van de cooperatieven door deze leden die een nieuwe uitrusting zouden aankopen.

Wanneer een cooperatieve haar schuldvorderingen zou wenschen vrij te maken, dan zou zij zich wenden tot de Spaarkas met haar de te disconteerling effecten over te maken, door haar geëndosseerd en met bijvoeging van de stukken tot machtiging uitgaande van den technischen dienst van den Staat.

Deze inrichting, die zeer eenvoudig schijnt, berust op den waarborg voor goeden einduitslag waarmee de Staat de disconteerling van de effecten door de Spaarkas zou bekleeden. Deze waarborg, die de meeste zekerheid biedt, zou de verrichtingen mogelijk maken tegen een voor de ambachtslieden gunstigen interestvoet.

Met de meeste hoogachting.

De Algemeene Bestuurder,
E. DEROOVER.

Aan den Heer Minister van Economische Zaken, te Brussel.

(12)

MINISTERIE
VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Brussel, 30 Mei 1925.

Dienst voor Neringen en Ambachten

MIJNHEER DE ALGEMEENE BESTUURDER,

Ik heb met genoegen vernomen, door uw brief van 2 Mei 1925, dat de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas bereid is haar medewerking te verleen aan het krediet voor de kleine uitrusting.

De verwezenlijking van dit krediet onder vorm van disconting van effecten liever dan onder vorm van rechtstreeksche voorschotten is aan te nemen.

Gij vraagt mij of mijn Departement, dat toezicht zou houden over de gepastheid en de modaliteiten van aankoop van machines, ook niet terzelfder tijd de technische en financieele contrôle over de plaatselijke organismen zou kunnen waarnemen.

Ik wil deze vraag wel onderzoeken. Nochtans moet ik U doen opmerken dat de Spaarkas beter is uitgerust dan de Dienst van Neringen en Ambachten voor de financieele contrôle. Ik meen niet dat zulks voor de kas een zwaren en ingewikkelden dienst beteekent, want ik voorzie niet dat de plaatselijke maatschappijen tot herdisconting aangenomen, talrijk zullen zijn, althans in beginsel. Men zou voorzichtig moeten vooruitgaan; de aangenomen maatschappijen zullen een voldoende kapitaal moeten bezitten om aan de Spaarkas ernstigen waarborg te bieden. Het is trouwens daarom dat ik het niet gepast acht den waarborg voor goeden einduitslag van den Staat aan deze verrichtingen te verleen. De bijval van de nieuwe inrichting is slechts verzekerd indien zij berust op een gezonde financieele basis; het ware te vreezen dat de gebeurlijke waarborg door den Staat als voorwendsel zou dienen om af te wijken van de voorzichtigheid die elke kredietonderneming vergt, en stellig zou de tusschenkomst van den wetgever de toepassing erg vertragen van een dienst door de huidige omstandigheden dringend genoodzaakt.

Met de meeste hoogachting.

De Minister van Economische Zaken,
R. MOYERSOEN.

*Aan den Heer Algemeenen Bestuurder
van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas,
te Brussel.*

(13)
Brussel, 11 Juni 1925.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer U ontvangst te melden van uw brief van 30 Mei jl., waarbij gij mij uw instemming betuigt omtrent de verwezenlijking der leeningen ten bate van de kleine uitrusting onder vorm van disconteerling van effecten liever dan van rechtstreeksche voorschotten.

De verschillende beschouwingen die gij doet gelden hebben de aandacht van den Beheerraad gaande gemaakt.

Deze meent dat, zoo de plaatselijke organismen aanvankelijk niet talrijk zijn, dit onvermijdelijk wel het geval zal zijn na een zekeren tijd. Het zou inderdaad strijdig zijn met den aard der zaak moesten deze organismen beperkt zijn in getal; de maatschappijen moeten namelijk in nauwe betrekking staan met hun ontleeners, zij moeten hen in het oog houden om een bestendig toezicht uit te oefenen uit hoofde van den aard der waarborgen die gemakkelijk kunnen vervallen en verdwijnen en die de verrichtingen feitelijk met het gebied van het personeel krediet verbinden.

Het aantal plaatselijke organismen zal stijgen naarmate het krediet voor de kleine uitrusting zich zal uitbreiden tot nieuwe inrichtingen van de kleinnijverheid; in dit opzicht kan de verspreiding van de electrische drijfkracht een zeer groote ontwikkeling van het werk laten voorzien.

Derhalve past het de contrôle over een groot aantal plaatselijke organismen te voorzien, contrôle die en de technische en de financieele zijden zal betreffen. Om deze contrôle waar te nemen zou de Spaarkas dezen dienst volledig moeten invoeren en hem inrichten op heel andere grondslagen dan deze waarop de verrichtingen voor werkmanswoningen en landbouwleeningen berusten, last die, benevens den last door den verminderden interest veroorzaakt, te zwaar zou zijn voor de Instelling.

Bij het onderzoek van de waarborgen die de verrichting aan de Spaarkas kan aanbieden, stelt de Raad vast dat de werkelijke vrijwaring door de ontleeners geboden, te weten het voorrecht van den verkooper en het pand van de handelszaak, niet zeer ernstig is, onderhevig aan beschadigingen, aan verdwijningen moeilijk te gelde te maken. Bovendien zal het kapitaal van de maatschappijen waarschijnlijk in de kredietverrichtingen zelf aangewend zijn, alleen het onderschreven en niet gestort gedeelte blijft als waarborg te beschouwen; de verwezenlijking ervan zou afhangen van het betaalvermogen zelf van de leden der coöperatieve die ongetwijfeld meestal de ontleeners zelf zullen zijn. Indien het krediet voor de kleine uitrusting zich uitbreidt, dan zal het maatschappelijk kapitaal op verre na niet in verhouding zijn tot het bedrag der leeningen.

Gelet op die onderscheiden beschouwingen, meent de Raad dat hij, om de medewerking van de Spaarkas doelmatig te maken, dat wil zeggen, belangrijk genoeg, zeker zou moeten zijn van den waarborg voor goeden einduitslag door den Staat van de verleende voordeelen. De Staat zou zich trouwens in feite kunnen onttrekken aan elk werkelijk nadeelig gevolg van den gang van dezen waarborg met zelf de volledige contrôle (technische en financieele) over de plaatselijke organismen uit te oefenen.

Met de meeste hoogachting.

De Algemeene Bestuurder,
E. DEROOVER.

Aan den Heer Minister van Economische Zaken, te Brussel.

(14)
Brussel, 7 Januari 1927,

MIJNHEER DE ALGEMEENE BESTUURDER,

Met verwijzing naar de brieven van Maart en Juni 1925 gewisseld onder n^o 241, met betrekking tot de inrichting van krediet op middelmatigen termijn ten behoeve van de ambachtslieden die hunne uitrusting moderniseeren, heb ik de eer U te verzoeken mij het advies te doen kennen van uwen Raad van Beheer over de volgende modaliteit :

De ambachtsman die zijne uitrusting verlangt te moderniseeren met het oog op een intensiever productievermogen, zou eerst het advies inwinnen van een raadgevend ingenieur, hetzij ambtenaar bij het middenbestuur, tegenwoordige toestand, hetzij door mijn Departement aangenomen. Het toezicht zou tevens slaan op de technische en op de commercieele strekking van de in het vooruitzicht gestelde wijziging. De latere mededeeling van de kwijtschriften zou de werkelijke benutting van de toegekende kredieten rechtvaardigen.

Om krediet tot een beloop van 75 t. h. van den koopprijs te bekomen, zou bedoelde ambachtsman vier promessen onderteekenen aan order van de plaatselijke vennootschap van onderlingen waarborg, die werkt volgens de regelen opgelegd aan de commercieele samenwerkende vennootschappen. In vier jaar zou, door de achtereenvolgende vervaldagen, de leening worden afgeschreven.

In zooverre hare eigen middelen niet mochten volstaan, zou de waarborgende vennootschap haar portefeuille herdisconteeren bij eene nationale maatschappij voor ambachtskrediet, die werkt als een samenwerkende handelsvennootschap.

Voor het oogenblik onderzoek ik de mogelijkheid tusschenbeide te komen om de werking mogelijk te maken van deze nationale maatschappij voor ambachtskrediet, hetzij door middel van toelagen, hetzij door het waarborgen van obligatiën die zij onder mijn toezicht zou uitgeven.

Dan rijst de vraag te weten tegen welken voet en voor welk bedrag de Spaarkas geneigd zou zijn in principie de oorspronkelijke beloften van de ambachtslieden te herdisconteeren, desnoods met de twee achtereenvolgende endossementen.

Uw schrijven van 11 Juni 1924, n^o 121-164/3740 had betrekking op deze zaak. Hoogachtend.

De Minister van Landbouw,
BAELS.-

*Aan den Heer Algemeenen Bestuurder
van de Spaar- en Lijfrentkas,
te Brussel.*

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer U te laten weten dat ik aan den Beheerraad kennis heb gegeven van uw brief van 7 dezer, n^o 241, betreffende de inrichting van het ambachtskrediet.

De Raad stelt vast dat de vorm waaronder gij de toekenning van de voorschotten beschouwt, merkelijk de methode benadert die aangeraden werd in mijn brieven van 2 Mei en van 11 Juni 1925. Uw Departement zou namelijk het technisch en het handelstoezicht over de verrichtingen waarnemen. Het zou beschikken over talrijke, voor het toezicht over de vennootschappen, nuttige gegevens. Derhalve komt het voor dat de uitbreiding van dit toezicht over den financiëleen toestand en de boekhouding der vennootschappen voor den Staat maar een lichten bijkomenden last zou meebrengen.

Gij overweegt thans de mogelijkheid tusschenbeide te komen hetzij door middel van toelagen, hetzij door het waarborgen van obligatiën, uit te geven door een te stichten nationale maatschappij. De Raad meent dat de waarborg voor goeden einduitslag verleend aan de verrichtingen van de plaatselijke vennootschappen, wier beheer onder uw contrôle zou staan, geen zwaarder last zou uitmaken voor den Staat dan de waarborg die zou verstrekt worden aan obligatiën door een nationale maatschappij uit te geven. In die voorwaarden zou het centraal organisme geen reden van bestaan hebben. Met het niet te stichten zou men èn een bijkomenden begrootingslast uitsparen, èn de verwezenlijking van de verrichtingen eenvoudiger, vlugger en minder kostelijk maken.

De disconteeringsvoet zou bepaald worden op 6 t. h. per 360 dagen, indien het krediet kon ingericht worden zooals dit geschetst wordt in mijn vorige brieven en als volgt beknopt :

a) Na goedkeuring door uw Departement, aankoop van materiaal door den ambachtsman door toedoen van de plaatselijke vennootschap waartoe hij behoort;

b) Onderschrijving door den ambachtsman van vier promessen aan order van bedoelde vennootschap voor de som welke op dien aankoop te betalen blijft;

c) Wanneer de plaatselijke vennootschap haar schuldvorderingen geheel of gedeeltelijk wil vrijmaken, endossement door haar van de promessen aan order van de Nationale Bank van België voor rekening van de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, na voorlegging van de stukken tot machtiging uitgaande van den technischen dienst van den Staat;

d) Waarborg voor goeden einduitslag door den Staat aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas voor de verrichtingen die hij zou gemachtigd hebben.

Met de meeste hoogachting.

De Algemeene Bestuurder,
E. DEROOVER.

Aan den Heer Minister van Landbouw, te Brussel.